

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Les petites phrases de la semaine

- Ali Bongo Ondimba, président de la République :

"Marcel Éloi Chambrier Rahandi nous a quittés. Le Gabon vient de perdre l'un de ses dignes fils. Humaniste engagé, il aura consacré sa vie à ses concitoyens, comme médecin et homme politique. Nous partageons nombre de combats en commun. Mes condoléances à sa famille".

- Pacôme Moubélet Boubeya, ministre des Affaires étrangères :

"La relance et l'approfondissement de l'intégration dans notre région doivent aujourd'hui s'accompagner d'une volonté politique capable de surmonter la tentation du souverainisme exacerbé".

- Madeleine Berre, ministre de l'Emploi, de la Fonction publique, du Travail et de la Formation professionnelle, porte-parole du gouvernement :

"L'agent public, même quand il est gréviste, est soumis aux règles déontologiques qui sont appliquées à la Fonction publique".

- Guy-Patrick Obiang-Ndong, ministre de la Santé :

"La corruption est une gangrène pour le développement de notre pays. Et cette campagne est la bienvenue dans notre secteur, surtout en cette période de crise sanitaire liée au Covid-19".

- Bruno Lardit, directeur général de la Société meunière et avicole du Gabon (SMAG) :

"Notre objectif est que les boulangers puissent tirer le meilleur bénéfice possible, à la fois pour leur client et pour leur activité, des matières premières qu'on met à leur disposition. En particulier les farines qu'on élabore pour eux".

- Wilfried Pissa Tchambo, directeur général de la Société gabonaise d'entrepôt de produits pétroliers (SGEPP) :

"Pour collecter des droits de douane, il nous faut des relevés. Ceux que nous utilisons aujourd'hui sont manuels mais vont passer bientôt en numérique. Ce qui nous permettra d'avoir des données en temps réel, et ce, avec le concours du directeur général de la Douane".

- Junior Xavier Ndong-Ndong, porte-parole du Parti démocratique gabonais (PDG) :

"Bon déroulement, à l'échelle nationale, de la rentrée scolaire sur le plan administratif et pédagogique depuis le 9 novembre dernier".

Rassemblées par Y.F.

Sécurité alimentaire : Faustin Boukoubi loue l'engagement des pouvoirs publics

J.K.M
Libreville/Gabon

EN prenant part, jeudi dernier, par visioconférence, à une table ronde organisée par la FAO, via l'Alliance parlementaire pour la nutrition et la sécurité alimentaire, le président de l'Assemblée nationale, Faustin Boukoubi, a décliné la pertinence du dispositif législatif, symbole de l'engagement des pouvoirs publics à valoriser le secteur agricole.

De fait, axée autour du thème, "Défis et opportunités des processus politiques pour l'agriculture familiale", cette table ronde, dont l'objectif

«Cet arsenal juridique vise à améliorer durablement la production agricole familiale locale et l'agro-industrie, de façon à garantir la sécurité alimentaire»



Le président de l'Assemblée nationale, Faustin Boukoubi, lors de son intervention.

était d'envisager les stratégies en vue d'atteindre l'objectif "Faim zéro dans le monde", a permis à Faustin Boukoubi d'aborder, dans un premier temps, les défis à relever et les leçons à tirer du processus législatif de soutien à l'agriculture familiale. Et dans un second, de voir dans quelle mesure les politiques publiques et la législation relative à l'agriculture familiale contribuent à

l'érection des systèmes alimentaires durables.

Sur ce, rappelant le rôle primordial joué par les familles dans l'agriculture de subsistance en zones rurales et périurbaines, l'élus de Pana, par ailleurs président de l'Alliance parlementaire gabonaise pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle (APGSAN), s'est appesanti sur les dispositions prises par

les pouvoirs publics, en vue de booster la part de l'agriculture familiale dans l'économie gabonaise.

"Cet arsenal juridique vise à améliorer durablement la production agricole familiale locale et l'agro-industrie, de façon à garantir la sécurité alimentaire", a-t-il avancé en soulignant que les résultats sont de plus en plus palpables et satisfaisants.

La Semaine

Préoccupations, recommandations et regrets

LA diplomatie gabonaise a encore marqué des points avec la tenue, à Libreville (vendredi dernier), de la 18e session de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC). Un évènement qui marquait la fin du mandat du président Ali Bongo Ondimba à la tête de ladite organisation sous-régionale.

A part cet évènement, l'actualité de la semaine écoulée a également été marquée par le lancement de la campagne de sensibilisation contre la corruption ; l'adoption par l'Assemblée nationale du projet de Loi de finances 2021 ; etc.

Avant de revenir un peu plus en profondeur sur la Loi de finances 2021, notons que la campagne de sensibilisation a été initiée par le ministère en charge de la Lutte contre la corruption. Elle va concerner toute l'adm-

nistration publique. Le ministre Francis Nkéa Ndzigue qui l'a lancée a commencé par le ministère de la Santé. Nombreux estiment que c'est une perte de temps, souhaitant que le ministre concrétise d'abord les menaces proférées, non sans zèle, à l'occasion de sa prise de fonctions. D'autres disent que ce n'est qu'une manière pour lui d'essayer de justifier la raison d'être de son ministère...

Sur l'adoption du projet de Loi de finances 2021 à l'Assemblée nationale, on notera plusieurs choses. Lors de l'audition des ministres financiers, les députés avaient exprimé plusieurs préoccupations. Et au terme de l'examen du texte, ils ont émis des recommandations.

Dans la première catégorie, on peut citer, entre autres : les actifs et participations de l'Etat dans les sociétés privées ; la position du groupe Olam dans l'économie gabonaise ;

l'absence de la loi de règlement ; etc. Et dans la seconde : la transmission au Parlement de la liste des entreprises bénéficiaires des exonérations et les montants ; la maîtrise de la masse salariale ; l'élaboration d'une stratégie à moyen et long termes de la dette et sa maîtrise ; etc.

Puisque l'on parle de finances, d'aucuns ont regretté que les députés n'aient pas profité de cette occasion pour se préoccuper aussi de la situation des agents de certaines structures publiques qui tirent le diable par la queue depuis longtemps, à cause des arriérés de salaires. C'est le cas de ceux de la Sogatra qui cumulent près d'une dizaine de mois. N'était-ce pas l'occasion pour les députés d'interroger le gouvernement sur le calvaire des pères et mères de familles qui travaillent dans ces entités en difficulté ?

ONDOUBA'NTSIBAH